

Écologie
Climat
Démocratie
Réseau routier
national et régional
Transports ferroviaires
Services sociaux



Vivre ensemble
Logement
Sports
Éducation
Allocations familiales
Services territoriaux
Arts & Culture

DÉFENDONS NOS SERVICES PUBLICS!

Les services publics, en Europe, ont été des conquêtes ouvrières. En France, le Conseil de la Résistance a permis le développement et le renforcement de services publics dont a dépendu notre relative protection dans la crise de 2007. Le libéralisme économique qui ne voit qu'en rapports de forces et de profit ignore l'intérêt général porté pas les services public.

● **Le système néolibéral a pris pour cible les services publics, en les privant de moyens ou** en négligeant leur gestion et fabriquent l'argument pour en justifier la privatisation. Les gouvernements de droite comme de gauche ont participé à cette forfaiture.

● **Avec l'élection de Emmanuel Macron, c'est pire :** Dans la 5^{ème} république taillée pour un quasi monarque, il a recentré le pouvoir autour de lui et d'une baronnie de ralliés et de copains au gouvernement et au parlement. Sa politique appuie la conception de business model qu'il entend appliquer à la gestion du pays, comme à celle d'une entreprise.

● **Il a fallu des dizaines d'années pour constituer un réseau de services publics :** la politique actuelle peut détruire ce réseau public en un seul quinquennat si nous n'y mettons pas un terme. On mesure sans doute mal, dans une partie du public les conséquences de la **libéralisation en cours dans le réseau ferroviaire** : L'exemple anglais pourrait faire réfléchir.

● **L'attaque sur les prestations sociales,** la désertification des services publics dans les préfectures, la suppression des emplois aidés mesurent le désintérêt de ce président des riches pour le peuple dont il se prétend le chef.

● **La réforme des retraites** (encore) sera l'une des prochaines étapes de destruction mais pour être bien clair le prochain Comité interministériel de la transformation publique qui se tiendra avant fin juin visera de nouvelles remises en cause statutaire de toute la fonction publique, nationale comme territoriale.

La société civile, les associations comme les syndicats et les partis politiques progressistes doivent **sortir de l'état de sidération** dans lequel les a plongé l'imposition macron. **C'est unis que nous devons mener ce combat,** chacun dans son rôle et sa légitimité, mais **tous ensemble.**